



MARCHE PUBLIC DE SERVICES / FOURNITURES

Maintenance des installations thermiques des sites de l'URSSAF du Languedoc Roussillon

Appel d'offres ouvert

Numéro de Procédure :

2025/AO/01

Règlement de Consultation

Date limite de remise des offres : 22 Mai 2025 à 16h00

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la maintenance des installations de chauffage / ventilation/ climatisation / sanitaires pour les sites de l'URSSAF du Languedoc Roussillon à l'exception de la Lozère :

Site de l'Aude : 20 rue Saint Michel 11000 Carcassonne

Site des Pyrénées Orientales : 26 rue Petite La monnaie 66000 Perpignan

Sites de l'Hérault : 23 Allée de Delos 34000 Montpellier / Boulevard Jules Cadenat 34500 Béziers

Site du Gard : 77, Chemin Bas Du Mas De Boudan 30000 Nîmes,

Les conditions d'exécution du présent marché se déroulent selon les modalités fixées aux Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le numéro de référence de la nomenclature communautaire CPV :

50700000-2 : Service de réparation et d'entretien d'installations de bâtiment

50721000 : Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

La consultation est décomposée en 2 lots, comme suit :

Lot 1 : Maintenance des installations thermiques site de Montpellier, Nîmes

Lot 2 : Maintenance des installations thermiques site de Béziers, Carcassonne, Perpignan

Les lots seront attribués par marchés séparés.

Les candidats peuvent présenter une offre sur tous les lots (un ou plusieurs lots).

ARTICLE 3 – PROCEDURE, FORME, PUBLICITE ET DUREE DU MARCHE – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

3.1 – Procédure et forme

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article L2124.2 du Code de la Commande Publique et de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale pris en application de l'article L.124-4 du code de la sécurité sociale

Chacun des lots sera régi, pour leur exécution, par l'Arrêté du 19 Juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

3.2 Forme du marché

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les prestations complémentaires exceptionnelles seront conclues à prix unitaires commandées après l'émission d'un bon de commande.

3.3 – Publicité

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le profil acheteur de l'organisme : <https://www.marches-publics.gouv.fr> ;

3.4 – Durée

Chaque lot est conclu pour une durée de 12 mois, à compter de sa date de prise d'effet **le 01 Octobre 2025**.

Ils seront reconductibles, à date anniversaire, pour une durée maximale ne pouvant dépasser quatre (4) ans.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.

L'Urssaf Languedoc Roussillon se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

3.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de cent vingt (120 jours) à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 – GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit au candidat de présenter pour un même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou de se présenter pour un même marché en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 5 – VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS DE CONSULTATION

Le dossier de consultation doit être téléchargé gratuitement sur le site de la plateforme de dématérialisation **PLACE** - <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 7 – VISITE DE SITE

Les candidats qui ne seront pas venus à cette visite du site verront leur offre déclarée irrégulière et donc éliminée.

Chaque candidat est tenu de prendre rendez-vous auprès de chaque organisme afin de convenir d'une date pour la visite des sites. La demande devra être adressée par mail aux personnes mentionnées dans le tableau ci-dessous :

SITE	PERSONNE A CONTACTER
Site de Béziers / Carcassonne	Monsieur Smaïne Imamouine 06.38.57.41.61 smaïne.imamouine@urssaf.fr
Site de Perpignan	Monsieur Smaïne Imamouine 06.38.57.41.61 smaïne.imamouine@urssaf.fr et Monsieur Patrick Bosch 06.82.47.16.53 patrick.bosch@urssaf.fr
Sites de Montpellier	Monsieur Nicolas Broisseau 06.67.44.24.64 nicolas.broisseau@urssaf.fr et Monsieur Bruno SANSON 06.48.06.28.49 bruno.sanson@urssaf.fr
Sites du Nîmes	Monsieur Wilfrid Clutier 06.67.44.24.64 wilfrid.clutier@urssaf.fr et Monsieur Bruno SANSON 06.48.06.28.49 bruno.sanson@urssaf.fr

ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES

8.1 – Modalités de financement et de paiement

Le marché est financé sur les fonds propres de l'Urssaf Languedoc Roussillon.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures. Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement.

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée au titulaire dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R-2191-19 du code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R-2191-45 et suivants du code de la commande publiques

8.2 – Unité monétaire

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro. La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché sera aussi l'euro.

ARTICLE 9 – CRITERES DE JUGEMENT

9.1 – Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces mentionnées à l'article 9.1 ci-dessous sont manquantes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui sera fixé par le pouvoir adjudicateur et qui ne pourra excéder 10 jours.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées à l'article 9.1 ci-dessous dans le délai qui leur serait imparti, ne sont pas admis.

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet du marché, toutes les garanties requises au titre de la candidature seront appréciées à valeur égale.

9.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres et le choix du titulaire du marché se feront en tenant compte des critères suivants avec leur pondération :

1 –Valeur technique de l'offre 60 %

2 –Prix 40 %

9.2.1 1è critère : Valeur technique de l'offre 100 points (pondération à 60 %).

Pour apprécier la valeur technique, il sera analysé le mémoire technique détaillé et les éléments transmis dans le bordereau de prix (heures estimées et délais). La note de la valeur technique se décomposera de la façon suivante :

1. Moyens humains et organisation de l'entreprise – 20 points

- Description de l'entreprise (générale et locale). Structure, effectifs, historique.
- Moyens humains : Curriculum Vitae des personnes qui seront affectées au chantier avec leurs qualifications, leurs expériences et leur affectation précise dans le projet.
- Moyens matériels : bureaux, atelier, chantier.
- Traitement du suivi des demandes clients, reporting intervention, suivi du dossier.
- Traitement des appels de dépannage (traçabilité, affectation, rapports, organisation locale, stock de pièces, les moyens de communication et de suivi en temps réel des interventions curatives.

2. Sécurité et environnement – 5 points

- Description des principales mesures prévues pour assurer la sécurité des prestations.
- Mesures prises visant à la protection de l'environnement notamment dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
- Points de vigilance particulier en termes d'amélioration de la sécurité par site.

3. Exploitation et entretien – 35 points

- Points de vigilance particulier en termes de fonctionnement par site.
- Moyens mis en œuvre pour faciliter les interventions et le suivi (consignes, repérages).
- Moyens mis en œuvre pour vérifier la bonne réalisation des prestations contractuelles.

4. Gamme de maintenance = 40 points

- Définition des temps moyen d'intervention par gamme et libellé d'opération
- Définition des niveaux de compétence par gamme et libellé d'opération.
- Définition des outillages spécifiques et pièces détachées par gamme et libellé d'opération.
- Présentation des reporting d'intervention avec suivi par gamme de maintenance et par site.

La note est obtenue par la somme des notes obtenues au titre de chacun des sous critères.

9.2.2 2^è critère : Prix 40 points

Pour apprécier le prix, la formule suivante sera appliquée :

Analyse prix forfaitaire : 30 points

Note attribuée au candidat = 30 x prix le plus bas

Prix proposé par le candidat

Analyse prix unitaire : 10 points

Note attribuée au candidat = total des points obtenues pour chacun des sous-critères.

Formule de notation des sous critères : Note attribuée au candidat = $\frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}}$

Critère n°1 : Dépannage – prix pour une intervention

Sous critère n°1 : Déplacement

Sous critère n°2 : Taux horaire 1 « Plombier »

Sous critère n°3 : Taux horaire 2 « Chauffagiste »

Sous-critère n°4 : Taux horaire 3 « Frigoriste »

Sous-critère n°5 : Taux horaire 4 « Electricien »

Sous-critère n°6 : Taux horaire 5 « Electrotechnicien régulation »

Critère n°2 : Prix horaire pour une petite réparation et coefficient

Sous critère n°1 : Déplacement

Sous critère n°2 : Taux horaire 1 « Plombier »

Sous critère n°3 : Taux horaire 2 « Chauffagiste »

Sous-critère n°4 : Taux horaire 3 « Frigoriste »

Sous-critère n°5 : Taux horaire 4 « Electricien »

Sous-critère n°6 : Taux horaire 5 « Electrotechnicien régulation »

Sous-critère n°7 : Coefficient appliqué sur les fournitures pour les prix de 0 à 50 € HT ;

Sous-critère n°8 : Coefficient appliqué sur les fournitures pour les prix de 50 à 150 € HT ;

Sous-critère n°9 : Coefficient appliqué sur les fournitures pour les prix de 150 à 500 € HT ;

Sous-critère n°10 : Coefficient appliqué sur les fournitures pour les prix supérieur à 500 € HT ;

ARTICLE 10 – PRESENTATION DES OFFRES

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

10.1 – Les pièces constituant la candidature :

➤ Situation juridique – Références requises

1. Les déclarations suivantes :

- une lettre de candidature dûment datée et signée mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisera si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;

- une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

➤ **Capacité économique et financière – Références requises**

2. une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

➤ **Référence professionnelle et capacité technique – Références requises**

3. une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant la date, le montant et le nom du destinataire privé ou public.
4. une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
5. une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
6. les certificats de qualifications professionnelles dont dispose le candidat ou toutes autres références prouvant sa capacité ; la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
7. les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant.

Si le candidat veut justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiquées au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse internet suivante :

www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaire/index.htm

- **10.2 – Les pièces constituant l’offre :**

Sous peine de rejet de leur offre, les candidats devront fournir les documents suivants :

1. Un acte d’engagement (A.E.) par lot signé ;

2. Bordereau de prix complété et signé. Ce document sera établi à partir du cadre de décomposition fourni dans le dossier de consultation.

3. Mémoire méthodologique du candidat comprenant les informations suivantes :

🔗 Moyens humains et organisation de l’entreprise :

- Description de l’entreprise (générale et locale). Structure, effectifs, historique;
- Moyens humains : Curriculum vitae des personnes qui seront affectées au chantier avec leurs qualifications, leurs expériences et leur affectation précise dans le projet
- Moyen matériel : Bureaux, atelier, chantier
- Traitement du suivi des demandes clients, reporting intervention, suivi du dossier
- Traitement des appels de dépannage (traçabilité, affectation, rapports, organisation locale, stock de pièces, les moyens de communication et de suivi en temps réel des interventions curatives

🔗 Sécurité et environnement :

- Description des principales mesures prévues pour assurer la sécurité des prestations ;
- Mesures prises visant à la protection de l’environnement notamment dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l’élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
- Points de vigilance particulier en termes d’amélioration de la sécurité par site.

🔗 Exploitation et entretien

- Points de vigilance particulier en termes de fonctionnement par site.
- Moyens mis en œuvre pour faciliter les interventions et le suivi (consignes, repérages).
- Moyens mis en œuvre pour vérifier la bonne réalisation des prestations contractuelles.
- Modèle et description des justificatifs détaillés des devis d’intervention

🔗 Gamme de maintenance

- Définition des temps moyen d’intervention par gamme et libellé d’opération.
- Définition des niveaux de compétence par gamme et libellé d’opération.
- Définition des outillages spécifiques et pièces détachées par gamme et libellé d’opération
- Présentation des reporting d’intervention avec suivi par gamme de maintenance et par site.

4. Attestation de visite

Le candidat peut décider de communiquer **tout autre document qu’il estime utile** à la bonne compréhension de son offre.

L’acte d’engagement et ses annexes seront complétés, paraphés, datés et signés par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l’entreprise candidate.

En cas de groupement, l’acte d’engagement constituant l’offre des candidats est signé soit par l’ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s’il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe audit acte d’engagement.

Le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché, demandera par courrier recommandé avec AR au candidat retenu de transmettre les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux prévus aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, et les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat bénéficiera de 15 jours calendaires pour remettre ces pièces. Le marché ne pourra être notifié au candidat que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique, conformément à l'article R.2132-7 de la commande publique **avant le 22 Mai 2025 à 16h00**

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, dans un seul et même fichier pour la procédure « 2025/AO/01 – Maintenance des installations thermiques des sites de l'Urssaf Languedoc Roussillon.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les dossiers remis sur la plateforme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera rematérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

Copie de sauvegarde :

La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 27 Juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.

Ainsi les candidats peuvent envoyer en parallèle de leur pli dématérialisé, et avant la date limite de remise des offres fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier ou sur support physique électronique.

Le candidat devra adresser sa copie de sauvegarde dans un pli scellé comportant la mention lisible « **2025/AO/01 – Maintenance des installations thermiques des sites de l'Urssaf Languedoc Roussillon – COPIE DE SAUVEGARDE** »

Elle pourra être remise soit contre un récépissé du lundi au vendredi entre 9h00 et 11h30 et de 13h30 à 16h00 à l'adresse suivante :

Urssaf LANGUEDOC ROUSSILLON
Pôle achats/marchés
TSA 99999 - 23 Allée de Delos
34965 MONTPELLIER cedex 2

Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse mentionnée ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par l'Urssaf Languedoc Roussillon interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

ARTICLE 12– RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

L'Urssaf du Languedoc Roussillon se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au cahier des charges au maximum 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 13– INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS ET AUPRES DE LAQUELLE DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ETRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION D'UN RECOURS

Tout litige fera l'objet d'une conciliation préalable entre les parties, dans la perspective d'aboutir à un règlement amiable du litige.

Les litiges s'élevant entre les parties seront réglés selon les dispositions du titre VI du code de procédure civile.

Les candidats au présent marché peuvent s'adresser au greffe du Tribunal de Grande Instance de Montpellier situé à l'adresse suivante :

Greffe du Tribunal de Grande Instance
Place Pierre Flotte
34000 Montpellier
Téléphone : 04.67.12.60.00

ARTICLE 14 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- Un acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le DPGF
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexe 1 et 2 ;
- Le présent règlement de la consultation.
- Les consignes de sécurité propres à l'Urssaf Languedoc Roussillon.
- Les plans de sites pour les lots 1 et 2